

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 NOVEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 18 novembre à vingt heures, le conseil municipal de la commune de DAGNEUX, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur Bernard SIMPLEX, maire, en session ordinaire, en salle du conseil municipal.

Conformément à l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le quorum est atteint.

Arrivée à 20h10 de Mme D. BOUCHARD.

I – ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE EN DATE DU 21 OCTOBRE 2019

Le conseil municipal, à l'unanimité, adopte le procès-verbal du conseil municipal en date du 21 octobre 2019.

II – ADMINISTRATION GENERALE

a) Délégations au maire des attributions du conseil municipal : modification

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui autorise le Conseil municipal à déléguer en tout ou partie et pour la durée du mandat certaines attributions listées dans son article L.2122-22 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 14 avril 2014 portant liste des délégations au maire des attributions du Conseil municipal ;

VU la délibération en date du 16 juillet 2018 portant modifications de la liste des délégations au maire des attributions du Conseil municipal et définissant dans son 15° la possibilité d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire et de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans la limite de 300 000 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'étendre le champ d'application de la limite définie au 15° aux opérations pouvant s'élever jusqu'à 2 millions d'euros et non plus 300 000 euros ;

Le conseil municipal, par 13 voix pour - M. P. GUILLOT-VIGNOT, 1er adjoint et président de l'intercommunalité ne participe pas au vote, Mme D. BOUCHARD arrivée à 20h10 ne participe pas au vote - décide :

- D'ACCEPTER de porter la délégation consentie au 15° de la délibération en date du 16 juillet 2018 au titre de la mise en œuvre des droits de préemption définis par le code de l'urbanisme à 2 millions d'euros, soit littéralement « la possibilité d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire et de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans la limite de 2 000 000 € ».

b) Modification des statuts de la 3CM au titre de sa compétence obligatoire développement économique

VU la délibération du Conseil communautaire en date du 7 novembre 2019 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3CM) créée par arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1993, afin d'acter les domaines d'intervention des Communes et de la 3CM concernant les sentiers de randonnées. Depuis, ses statuts ont été régulièrement modifiés suivant l'évolution du périmètre de ses compétences, dont la dernière version a été actée par l'arrêté préfectoral du 25 Juillet 2017.

Pour rappel, le conseil communautaire du 5 Septembre 2019 approuvait le nouveau réseau de sentiers de randonnée du territoire, faisant suite à un travail mené avec les Communes. Ce réseau est en cours d'inscription au Plan Départemental des Itinéraires de Randonnées Pédestres (PDIPR).

Parallèlement à la définition de ce réseau, la 3CM a effectué avec les Communes un travail global de remise à niveau quant aux domaines d'intervention des Communes et de la 3CM. Le 5 Juin 2019, le Bureau des Maires s'est positionné pour une définition « à la carte », en fonction du choix de chaque Commune. Il a par ailleurs été convenu que la 3CM interviendrait uniquement sur les sentiers inscrits au PDIPR. La répartition des compétences, validée par chaque Commune, est la suivante :

ACTIONS	Pour : Balan / Dagneux / La Boisse / Pizay	Pour : Béligneux / Bressolles / Montluel / Sainte-Croix
Promotion & communication	3CM	3CM
Diagnostic annuel de l'état des sentiers	3CM	3CM
Signalisation et jalonnement	3CM	3CM
Entretien - Travaux	3CM	Communes
Conventionnement avec les propriétaires	3CM	Communes

La Commune de Niévroz n'ayant pas souhaité inscrire de sentiers au PDIPR, la 3CM n'interviendra pas sur les itinéraires éventuellement proposés sur la Commune, y compris en termes de promotion.

Les statuts de la 3CM ont donc été modifiés comme suit :

Article 4 Compétences obligatoires / Article 4.2 - Développement Economique / Volet « Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme »

Rajout des items suivants :

→ Promotion, signalétique et jalonnement des sentiers de randonnées inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Randonnées Pédestres (PDIPR)

→ Entretien, aménagement, et gestion des sentiers de randonnée d'intérêt communautaire.

Les sentiers de randonnée traversant les Communes de Balan, Dagneux, La Boisse et Pizay inscrits au PDIPR, seront déclarés d'intérêt communautaire, et annexés aux statuts de la 3CM de la manière suivante :

ANNEXE III - Sentiers de randonnée d'intérêt communautaire

→ Entre Rhône & Lones (Balan)

→ Le plateau de la Boisse (uniquement le tracé localisé sur La Boisse)

→ Le circuit de la Côtière (uniquement le tracé localisé sur Pizay et Dagneux).

→ Le lac de Neyton et le Merdanson (uniquement le tracé localisé sur Dagneux).

Enfin, il a également procédé à la suppression de la partie ci-après, qui était redondante avec l'article 4 des compétences obligatoires de la 3CM à savoir :

Article 6 Compétences facultatives / Article 6-11 : Mise en œuvre du schéma touristique de la communauté de communes.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER la modification des statuts de la 3CM, telle que proposée ci-dessus.
- D'APPROUVER la déclaration d'intérêt communautaire des tracés des sentiers traversant les Communes de Balan, La Boisse, Dagneux et Pizay
- D'AUTORISER monsieur le maire à effectuer toute démarche et à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération

III – AFFAIRES FINANCIÈRES

- a) Convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales

CONSIDERANT le service de paiement des recettes publiques locales par Internet via le dispositif PayFIP :

- ✓ Le dispositif d'encaissement des produits locaux par carte bancaire sur Internet permet de répondre aux attentes des usagers soucieux de pouvoir effectuer leurs démarches en ligne et donc de payer leurs factures de crèche notamment.
- ✓ Les régies des collectivités peuvent avoir accès à ce nouveau service qui participe de la modernisation du service public.
- ✓ Afin de compléter l'offre de service de TIPI, l'option de prélèvement automatique permet pour les régies adhérentes de proposer à leurs usagers de régler leurs factures par un mandat de prélèvement unique à partir des coordonnées bancaires déjà enregistrées. Cette solution est à la fois gratuite pour l'utilisateur et la collectivité.

CONSIDERANT les conditions générales de fonctionnement du compte dépôts de fonds au Trésor ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER la mise en œuvre du service de paiement en ligne des recettes publiques locales tel qu'exposé préalablement ;
- D'AUTORISER monsieur le maire à effectuer toute démarche et à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération

P.J IIIa1 : Convention du compte des dépôts de fonds au Trésor

P.J IIIa2 : Convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales

b) Tarifs de location des salles communales

VU la délibération du Conseil municipal en date du 24 novembre 2011 portant tarification de la location de l'Espace culturel et sportif des Bâtonnes ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 27 novembre 2015 portant revalorisation tarification de la location de l'Espace culturel et sportif des Bâtonnes ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 30 mai 2017 portant modification du règlement et de la convention type de l'Espace culturel et sportif des Bâtonnes ;

VU l'article L.52-8 du code électoral prévoyant que « Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement

de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués » ;

VU l'arrêt « Election municipale de Corbeil-Essonnes » (CE, 8 juin 2009, n°322236) disposant qu'« il n'y a pas lieu d'inclure dans les comptes de campagne les sommes correspondant à l'utilisation de salles mises gratuitement à disposition par les collectivités territoriales, dès lors que l'ensemble des candidats a pu disposer de facilités analogues » ;

CONSIDERANT que cette égalité de traitement des candidats dans l'accès aux salles municipales est cruciale pour éviter que la valeur marchande de la mise à disposition de la salle soit réintégrée d'office dans le compte de campagne et soit considérée comme un avantage en nature illégalement accordé à son bénéficiaire : ce n'est que si tous les candidats ont pu disposer de la même mise à disposition gratuite que ce service ne sera pas constitutif d'un avantage prohibé ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer en ce sens ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- DE DISPOSER que tout candidat pourra bénéficier de la mise à disposition gratuite :
 - ✓ Pour des réunions publiques, de la salle municipale de l'Espace culturel et sportif des Bâtonnes, deux (2) fois, pendant les deux mois qui précèdent l'élection : à l'exception des week-ends (samedi et dimanche) réservés traditionnellement aux partenaires associatifs ou aux particuliers.
 - ✓ Pour des réunions privées, des autres salles municipales prises dans leur ensemble, quatre (4) fois, pendant les deux mois qui précèdent l'élection : à l'exception des week-ends (samedi et dimanche) réservés traditionnellement aux partenaires associatifs ou aux particuliers.
- DE CONVENIR que l'affectation s'effectuera à partir de trois (3) mois avant la tenue du 1^{er} tour de chaque scrutin en mesure des disponibilités et dans l'ordre de formulation des demandes dans le respect d'un délai minimum de 48h00 avant la tenue de la réunion.

IV – AFFAIRES SOCIALES

a) Immobilière Rhône-Alpes : projet de vente de trois (3) logements sociaux

VU l'article L 445-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, disposant que les bailleurs sociaux doivent élaborer une nouvelle convention d'utilité sociale (CUS) pour la période 2019-2024 : le nouveau dispositif prévoit que soit annexé à chaque CUS un plan de vente de logements ;

CONSIDERANT que Immobilière Rhône-Alpes est un bailleur social, filiale d'Immobilière 3F qui possède un patrimoine de 19 000 logements en Rhône-Alpes dont 152 dans l'Ain, parmi lesquels un ensemble de 3 maisons sur le territoire de la commune situées au 37, rue du Cottey et aux 345 et 523 rue du Mollard ;

CONSIDERANT qu'il est attendu de la part des acteurs du logement social un élargissement de la politique de vente aux locataires couplé à un accroissement de la production et de la réhabilitation de logements inscrits dans la CUS. Les nouveaux textes prévoient en outre que chaque logement social vendu restera comptabilisé dans les quotas de la loi SRU pour une durée de 10 ans ;

CONSIDERANT que Immobilière Rhône-Alpes conduit une politique de vente de son patrimoine afin de favoriser les parcours résidentiels des locataires du parc social permettant chaque année à 130 familles d'accéder à la propriété en bénéficiant de conditions d'achat préférentielles et dans le cadre d'un dispositif sécurisé d'accession par la charte de vente 3F ;

CONSIDERANT l'élaboration dans ce cadre d'un plan prévisionnel, sur la durée de la convention, dont un premier projet a été soumis aux services de l'Etat : la CUS devant être signée au plus tard le 31 décembre 2019.

CONSIDERANT le projet de mettre en vente en 2022 au profit des locataires les 3 maisons possédées sur le territoire de la commune ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'EMETTRE UN AVIS : ☐ FAVORABLE ☒ DEFAVORABLE

V – ASSOCIATIONS

- a) Mise à disposition à titre gratuit du stade et des vestiaires à des associations sportives

VU l'article L2144-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

CONSIDERANT la demande de mise à disposition à titre gratuit du stade et des vestiaires par les trois associations suivantes : l'association sportive des jeunes de l'est lyonnais, l'association olympique côtière, l'association Football Club Côtière – LUENAZ (F.C.C.L) ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER la passation desdites conventions avec chacune des trois associations sportives mentionnées ci-avant pour la mise à disposition à titre gratuit du stade et des vestiaires.
- D'AUTORISER monsieur le maire à procéder à la signature de celles-ci.

P.J Va1 : Convention type

VI - DOMAINE, BIENS COMMUNAUX

a) Aliénation de biens communaux situés au 191 rue du Cottey

VU la délibération en date du 10 mai 2017 portant mise en œuvre du droit de préemption urbain du bien cadastré Section B N°380, N°381 et N°382 lieu-dit Pré-Cordon au 191 rue du Cottey d'une contenance totale de 2 317 m² ;

VU les mandats de vente sans exclusivité en date du 11 avril 2019 attribués au cabinet immobilier Century 21 domicilié 145, grande Rue à Montluel (01120) pour la vente de trois (3) biens communaux situés au 191 rue du Cottey aux conditions suivantes :

BIEN A VENDRE	ANCIENNE SITUATION CADASTRALE	PRIX DE VENTE	COMMISSION	RESTE A CHARGE POUR LA COMMUNE
Lot A Maison sur 2 niveaux avec accès par la rue du Cottey	Parcelle n°B381	270 000 €	10 000 € T.T.C.	260 000 €
Lot B Maison de plain-pied avec accès par impasse des Grandes terres	Parcelle n°B380	135 000 €	7 000 € T.T.C.	128 000 €

Lot D Garage avec accès par la rue du Cottey	Parcelle n°B382 avec un surplus de la parcelle n°B380	95 000 €	7 000 € T.T.C.	88 000 €
-------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------	----------	----------------	----------

CONSIDERANT le plan de bornage en date du 10 juin 2019 portant modification du parcellaire cadastral et dans l'attente des nouvelles références cadastrales ;

VU les délibérations en date du 17 juin 2019 et 21 octobre 2019 portant aliénation nominative de trois biens communaux situés au 191 rue du Cottey suite à promesses d'achats effectuées pour les lots A, B et D ;

CONSIDERANT les désistements successifs des acquéreurs potentiels ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ACCEPTER de vendre à tout acquéreur les biens susmentionnés aux conditions exposées
- DE DONNER DELEGATION à monsieur le maire pour la signature des différents actes

VII – ENVIRONNEMENT

- a) Enquête publique relative à la révision du Plan de Servitudes Aéronautiques (PSA) de l'Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry

VU l'arrêté inter-préfectoral en date du 1er octobre 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique interdépartementale relative au projet de révision du Plan de Servitudes Aéronautiques (PSA) de l'Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry ;

CONSIDERANT la soumission de ce dossier à enquête publique du 21 octobre 2019 au vendredi 22 novembre 2019 inclus, soit 33 jours consécutifs et entiers avec dépôt du dossier pour consultation dans toutes les communes impactées par l'enquête publique, soit 42 communes ainsi qu'au sein des préfectures du Rhône, de l'Isère et de l'Ain ;

CONSIDERANT la tenue d'une commission d'enquête dans certaines communes du département du Rhône, de l'Isère et de l'Ain dont la commune de DAGNEUX.

CONSIDERANT la présentation du dossier constitutif par Monsieur Bernard SIMPLEX, Maire ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, jugeant qu'il ne dispose pas des compétences techniques pour traduire les éléments produits dans le dossier présenté, décide :

- D'EMETTRE UN AVIS : ☐ FAVORABLE

☒ DEFAVORABLE

P.A : Dossier consultable en ligne à l'adresse suivante :
<http://www.rhone.gouv.fr/Actualites/Consultations-et-enquetes-publiques/Ouverture-d-une-enquete-publique-relative-a-la-revision-du-PSA-de-l-aeroport-de-Lyon-Saint-Exupery>

VIII – PERSONNEL COMMUNAL

a) Modification du tableau des emplois permanents

VU la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 16 septembre 2019 portant dernière modification du tableau des emplois permanents ;

CONSIDÉRANT l'obligation pour le conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services ;

CONSIDÉRANT que la création de poste ci-dessous proposée concerne :

1 - Le Service Finances / Comptabilité

- Création d'un poste à temps complet de 35 heures relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux pour répondre au besoin du tuilage sur la fonction Finances / Comptabilité suite à la mutation à venir de l'agent en poste ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ACCEPTER la modification du tableau des emplois permanents : les crédits nécessaires sont inscrits au budget

P.J VIIIa1 : Tableau des emplois permanents

IX - URBANISME

a) Modification n° 3 du PLU de la Boisse

VU les articles L153-40 et R153-4 et suivants du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT la durée de l'enquête publique du 18 novembre au 17 décembre 2019 ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'EMETTRE UN AVIS : ☒ FAVORABLE ☐ DEFAVORABLE

X – COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui autorise le Conseil municipal à déléguer en tout ou partie et pour la durée du mandat certaines attributions listées dans son article L.2122-22 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui impose au maire dans son article L 2121-23, de rendre compte, à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal, des décisions qu'il a prises dans le cadre de ces délégations ;

M. le maire en rend compte comme suit pour les alinéas suivants :

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres :

- dans la limite de 221 000 € H.T. pour les marchés de fournitures et services,
- dans la limite de 1 500 000 € H.T. pour les marchés de travaux,

ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHE D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS (FAUCHAGE/ELAGAGE/ABATTAGE) - 3CM / COMMUNES DE BALAN, BELIGNEUX, BRESSOLLES, DAGNEUX, PIZAY ET SAINTE-CROIX

Le groupement de commandes, tel que défini à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 permet à une pluralité d'acheteurs justifiant de besoins communs, d'associer leurs maîtrises d'ouvrage respectives dans le but de réaliser des économies d'échelle.

Aussi, les parties ont décidé de conjuguer leurs efforts dans le cadre d'une procédure d'achats groupée qui leur soit commune, en vue d'optimiser les procédures au regard des coûts, la réalisation d'économies d'échelle par effet de seuil de marché et d'assurer au projet une coordination efficace.

A ce titre, les communes de Balan, Bélieneuve, Bressolles, Dagneux, Pizay, Sainte-Croix et la 3CM souhaitent passer un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

L'objet du marché sera la réalisation de travaux d'entretien des espaces verts, consistant en des prestations de :

- Fauchage,
- Taille, élagage et recepage,

- Abattage et arasement de souche.

Le marché de travaux fera l'objet d'un lot unique.

Chaque collectivité signera son propre acte d'engagement et rémunérera le prestataire à la hauteur de ses besoins propres.

Compte-tenu des seuils de procédure en marchés de travaux, la procédure mise en œuvre sera un marché à procédure adaptée.

Les modalités de constitution et de fonctionnement du groupement de commandes sont définies dans la convention de groupement de commandes.

La 3CM est désignée en tant que coordonnateur du groupement de commandes.

En application de l'article L.1414-3-II du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission Consultative des Marchés publics du groupement de commandes sera celle du coordonnateur.

Les communes, si ces dernières ne sont pas représentées au sein de la commission consultative des marchés publics, seront invitées par le Président à participer avec voix consultative en tant que personnalités désignées en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

La commission peut également être assistée par des agents des communes membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Les frais de fonctionnement du groupement sont avancés par le coordonnateur et répartis entre les collectivités concernées suivant les modalités fixées dans la convention.

ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget :

- _____ dans la limite de 10% du marché initial pour les marchés de fournitures et services,

- _____ dans la limite de 15% du marché initial pour les marchés de travaux,

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières :

- Concession P17 accordée (nouveau cimetière) pour un montant de 474 € pour 30 ans.

- Concession E25 renouvelée (ancien cimetière) pour un montant de 168 € pour 30 ans.

XI – QUESTIONS DIVERSES

Information de M. le Maire à destination du conseil municipal portant notamment sur l'article paru dans le Progrès du 30 septembre 2019.

« Je souhaite donner aux membres du conseil municipal, les éléments de réponse au cas où ils seraient interpellés sur l'article du Progrès du 30 septembre et la distribution de tracts dans les boîtes aux lettres.

Tout d'abord je souhaite revenir sur l'article du Progrès.

La presse, est un faiseur d'opinion dans la mesure où elle possède un grand pouvoir que malheureusement elle ne mérite pas toujours. D'ailleurs si la presse écrite a encore perdu, en 2018, 8 points de confiance pour arriver à 44%, ce n'est probablement pas par hasard.

Ainsi, une journaliste, saisie par je ne sais pas qui - elle n'a pas voulu m'en informer - a voulu m'interroger sur le cas de Monsieur Joubert. Pour l'autorité municipale que je représente, il est impossible de répondre à ce genre de sujet sans dévoiler des éléments du dossier administratif personnel de l'employé, ce qui est bien évidemment interdit. C'est ce que je lui ai dit et qu'elle a traduit par des propos qu'elle m'attribue et que je n'ai jamais prononcés : « c'est une affaire qui ne regarde que lui et moi ».

Nous pouvons par ailleurs nous interroger sur le professionnalisme d'une journaliste qui affirme que notre avocat aurait attendu deux ans pour répondre à son confrère. Ceci est bien évidemment impossible, la journaliste devrait le savoir et ne pas affirmer de telles sottises. Il y a d'autres contre-vérités dans cet article, mais je ne souhaite pas m'y attarder.

Sur le fond : la commune a perdu sur la forme, mais pas sur le fond, en conséquence Monsieur Joubert n'a reçu aucune indemnité comme il l'avait demandé et comme il le prétend. Les 1400€ correspondent uniquement à une partie des honoraires qu'a dû verser M. Joubert à ses 2 avocats successifs. Il faut savoir qu'en cas d'annulation sur la forme d'une décision administrative (ici avertissement), le Tribunal Administratif de Lyon condamne systématiquement l'autorité qui a pris cette décision à une somme qui varie aujourd'hui, selon l'usage, entre 1.200 et 1.600 euros pour aider le requérant à rémunérer en partie, son avocat.

D'ailleurs, la Rapporteuse Publique chargée de proposer une solution au Tribunal Administratif de Lyon et qui a exposé oralement son point de vue lors de l'audience du 29 mai 2019, a certes indiqué qu'elle ne pouvait faire autrement que de proposer une annulation de l'avertissement de janvier 2017 pour des raisons de forme. Mais en revanche, elle a bien pris soin d'indiquer que cette sanction était totalement justifiée sur le fond.

En tout état de cause, la relation entre la commune et Monsieur Joubert était devenue intenable. En conséquence, nous avons tout mis en œuvre pour aider Monsieur Joubert à quitter la commune de manière honorable. Ainsi, j'ai demandé à ce qu'un dispositif de coaching interne à la recherche de mobilité avec aide à la rédaction des CV et préparation aux entretiens d'embauche soit mis en place : dispositif dont le résultat a été positif puisque Monsieur Joubert a trouvé un poste à Chavanoz. Son départ était antérieur au jugement.

Pour ce qui est de la distribution de tracts dans les boîtes aux lettres : le courageux auteur anonyme a été identifié. Je l'appellerai Monsieur B. Monsieur B. est, en fait, une personne qui pense avoir un vieux compte à régler avec moi. Qu'il distribue des tracts dans les boîtes aux lettres, si cela lui fait du bien pour assouvir sa haine, je peux le comprendre bien que l'anonymat m'évoque toujours une période trouble de notre histoire.

Mais, il se trouve qu'un tract a été retrouvé scotché sur la stèle Gillard. Il s'agit là de la profanation d'une stèle à la mémoire d'un résistant mort en luttant contre la barbarie. Je ne sais pas quel message l'individu qui a collé ce tract a voulu faire passer, mais les limites de l'inconscience et de l'imbécilité ont été dépassées.

Bernard SIMPLEX

Maire de Dagneux

Cette information sera inscrite dans le procès-verbal et le compte-rendu du conseil. »